

Burundi : état de pauvreté persistant dû à une économie peu compétitive

Jeune Afrique, 21 avril 2015 Economie burundaise : work in progress L'économie du Burundi, c'est cÃ¢tÃ¢ face, une inflation maÃ¢trisÃ¢e et des exportations dopÃ¢es par l'adhÃ¢sion Ã la CommunautÃ de l'Afrique de l'Est. CÃ¢tÃ¢ pile, c'est une croissance insuffisante et une pauvretÃ endÃ¢mique. Le Burundi revient de loin. Des dÃ¢cennies de crises successives ont rendu son Ã©conomie exsangue. Entre 1993 et 2003, le PIB par habitant a chutÃ¢ de plus de 45 % (passant de 200 Ã 109 dollars). Il serait de 330 dollars (271,50 euros) en 2014 selon les estimations du Fonds monÃ¢taire international (FMI), soit plus de quatre fois infÃ¢rieur Ã la moyenne de l'Afrique subsaharienne, qui est de 1 400 dollars par tÃ¢te. Et encore "bien loin des 700 dollars par habitant promis par le gouvernement dans sa vision 2025", rappelle Faustin Ndikumana, responsable de l'ONG Parole & Action pour le rÃ¢veil des consciences et l'Ã©volution des mentalitÃ¢s (Parcem). Certes, de rÃ¢els progrÃ¢s ont Ã¢tÃ¢ accomplis ces derniÃ¢res annÃ¢es en matiÃ¢re d'Ã©ducation et de santÃ¢, qui a permis au Burundi de grappiller quelques places dans le classement sur le dÃ¢veloppement humain 2014 du Programme des Nations unies pour le dÃ¢veloppement (Pnud). Mais il n'y figure qu'au 180e rang sur 187 et reste l'un des pays les plus dÃ¢munis au monde, avec 68 % de la population vivant sous le seuil de pauvretÃ nationale (fixÃ¢ Ã 0,33 dollar par jour). "Compte tenu de la croissance dÃ¢mographique, le pouvoir d'achat des mÃ¢nages est mÃ¢me plus faible aujourd'hui qu'il y a vingt ans", estimait la Banque mondiale dans son rapport de suivi, en septembre 2014. A bout de bras Cet Ã¢tat de pauvretÃ persistant illustre Ã lui seul les insuffisances d'une Ã©conomie peu compÃ¢titive, dominÃ¢e par le secteur informel (qui emploie 90 % de la population active) et qui n'arrive pas Ã dÃ¢coller malgrÃ¢ les efforts du gouvernement, soutenu Ã bout de bras par les bailleurs de fonds, puisque l'aide extÃ¢rieure reprÃ¢sente plus de 52 % du budget de l'Ã¢tat. AprÃ¢s avoir progressÃ¢ de 4 % Ã 5 % en moyenne annuelle au cours de la derniÃ¢re dÃ¢cennie, la croissance garde le rythme, avec un taux de 4,7 % en 2014, qui devrait atteindre 4,8 % pour l'annÃ¢e 2015, selon les prÃ¢visions de la mission du FMI qui s'est rendue Ã Bujumbura en dÃ¢cembre. Or, "il faudrait une croissance Ã deux chiffres pendant plusieurs annÃ¢es pour sortir la population de son indigence", s'agace Faustin Ndikumana. MÃ¢me diagnostic du cÃ¢tÃ¢ de la Banque mondiale, qui souligne que quand bien mÃ¢me son Ã©conomie continuerait de croÃ¢tre au taux de 5 % par an entre 2015 et 2025, le pays resterait parmi les plus pauvres du monde. Le Burundi a cependant obtenu quelques rÃ¢sultats encourageants. Son taux d'inflation, par exemple, est enfin maÃ¢trisÃ¢. AprÃ¢s avoir culminÃ¢ Ã prÃ¢s de 15 % en 2011, les prix Ã la consommation n'ont en effet progressÃ¢ que de 6 % en moyenne en 2014, aidÃ¢s par la baisse des cours internationaux sur les produits alimentaires et Ã©nergÃ¢tiques. Le taux d'inflation devrait Ã¢tre maintenu autour de 5 % ou 6 % en 2015 et dans les prochaines annÃ¢es, grÃ¢ce Ã une politique budgÃ¢taire prudente, qui a permis de contenir le dÃ¢ficit Ã moins de 2 % en 2014, contre 4 % en 2012. AprÃ¢s avoir ramenÃ¢ les dÃ¢penses publiques Ã un niveau soutenable pour le pays, l'objectif est maintenant de mobiliser les recettes intÃ¢rieures. La crÃ¢ation de l'Office burundais des recettes (OBR), en 2009, a permis dans un premier temps d'amÃ¢liorer les rentrÃ¢es fiscales de 4 % jusqu'en 2011, avant que les baisses d'impÃ¢t sur le revenu plombent Ã nouveau les comptes. Un casse-tÃ¢te pour les pouvoirs publics, qui doivent impÃ¢rativement disposer de plus de moyens pour investir dans les infrastructures qui lui font toujours dÃ¢faut. C'est vrai pour le transport et plus encore pour l'Ã©nergie, sans laquelle aucune industrialisation ni diversification n'est possible, dans le secteur minier notamment. La capacitÃ¢ Ã©lectrique du Burundi est en effet Ã©valuÃ¢e Ã 44 MW "quand il en faudrait quatre fois plus pour assurer le bon fonctionnement du pays", soulignent les experts de la Banque mondiale. Modeste Faute de pouvoir recourir Ã l'aide internationale pour ne pas fragiliser davantage sa position budgÃ¢taire, le Burundi doit promouvoir l'investissement privÃ¢, quasiment au point mort. Ces derniÃ¢res annÃ¢es, le pays s'est donc Ã©vertuÃ¢ Ã rÃ¢former son environnement des affaires, avec un succÃ¢s certain (lire interview p. 84). Mais le flux d'investissements directs Ã©trangers (IDE) reste modeste. Il Ã¢tait de 7 millions de dollars en 2013, contre 111 millions au Rwanda et prÃ¢s de 2 milliards en Tanzanie. La seconde prioritÃ¢ du gouvernement est de doper les exportations, seul vÃ©ritable moteur de croissance Ã la disposition du pays. Le Burundi ne peut que progresser dans ce domaine, les volumes exportÃ¢s, essentiellement agricoles, reprÃ¢sentant en valeur chaque annÃ¢e moins de 10 % du PIB depuis 2008, soit l'un des taux les plus faibles du monde. "Cela traduit non seulement le manque de compÃ¢titivitÃ de l'Ã©conomie burundaise, mais aussi son isolement", note le rapport de la Banque mondiale. L'adhÃ¢sion Ã la CommunautÃ de l'Afrique de l'Est (EAC) depuis 2007 est donc perÃ¢ue comme "une chance Ã saisir, surtout pour un pays enclavÃ¢", insiste LÃ©ontine Nzeyimana, ministre chargÃ¢e de l'EAC. Les effets ont Ã¢tÃ¢ bÃ¢nÃ¢fiques pour le Burundi, a vu ses exportations vers la CommunautÃ augmenter de 75 % en valeur entre 2009 et 2012. Reste Ã diversifier les produits, en attendant l'arrivÃ¢e programmÃ¢e des infrastructures routiÃ¢res et ferroviaires Ã vocation rÃ©gionale qui, via les ports de Mombasa et de Dar es-Salaam, relieront enfin le Burundi au reste du monde. PAR OLIVIER CASLIN